
C'était l'époque où notre propre vigueur nationale, notre influence dans le monde, étaient peut-être à leur meilleur par rapport aux autres. Nos forces armées étaient considérables et modernes. La conjoncture économique était adaptée au développement de l'après-guerre et notre infrastructure n'avait pas été ravagée par la guerre.

Et pourtant, je crois que nous apprenons quelque chose de nous-mêmes et de notre culture du fait que, au moment où notre puissance nationale avait atteint son apogée, nous avons choisi de canaliser nos énergies vers la création d'un système international en vue de promouvoir la sécurité et la prospérité pour les autres autant que pour nous.

Les hommes d'État canadiens de cette époque ne voyaient aucune contradiction entre l'ordre mondial et l'intérêt national. Nous en étions ainsi venus très rapidement à la conclusion que nous ne pourrions atteindre nos intérêts nationaux que dans un milieu international ouvert et stable. Nous avons besoin de nous affirmer si nous voulions participer au façonnement du monde de l'après-guerre. Nous en avons d'ailleurs retiré des avantages. Comme le disait Lester Pearson de l'OTAN, cela représentait une forme d'assurance collective qui, faut-il le souligner, était moins coûteuse qu'une assurance personnelle.

La politique nucléaire

Cette observation m'amène à un autre élément clé du cadre de la politique étrangère canadienne, élément qu'il n'est pas du tout facile à expliquer. Sur le plan de la sécurité, nous avons toujours opté pour l'assurance collective et nous avons choisi de propos délibéré, à l'ère nucléaire, de ne pas mettre au point nos propres armes nucléaires. Nous avons fait ce choix même si nous étions, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans le club très sélect des pays qui disposaient de la technologie et des ressources nécessaires pour produire de telles armes.

Ce fut là une décision fondamentale qui s'est réverbérée sur notre passé tout autant qu'elle a conditionné notre avenir. Elle nous a amenés à adhérer à des accords de sécurité collective et à souscrire aux obligations qu'ils comportent en Europe et en Amérique du Nord. Elle nous a placés à l'avant-garde des utilisations complexes et controversées du nucléaire à des fins pacifiques, et nous a rendus experts en matière de garanties contre les utilisations militaires de la technologie nucléaire et en matière de politique de non-prolifération. Enfin, ce choix nous a sensibilisés à la vulnérabilité stratégique de notre interposition entre les deux superpuissances.

Le refus de l'arme nucléaire n'est pas intervenu dans l'ignorance de notre potentiel. Les futurologues devraient prendre note qu'en 1934, quand l'arme nucléaire n'avait pas plus de substance qu'une ombre sur le mur d'un laboratoire, Lester Pearson prédisait, et je cite : « Il est tout à fait probable que dans vingt-cinq ans les armes actuelles seront tout aussi désuètes que les piques et les tomahawks... Nous entrons presque dans le domaine du fantastique quand nous songeons à la puissance destructrice de l'énergie atomique... Si cette énergie est jamais libérée... et utilisée à des fins destructrices, nous obtiendrons bel et bien la paix mondiale, puisque le monde aura volé en mille miettes. »